

## Soutenons tout-e-s les inculpé-e-s

Ungdomshuset était de ces rares zones d'autonomie, qui, à travers leur existence et leurs pratiques, montrent qu'il est non-seulement réaliste mais pertinent de s'auto-organiser en marge des espaces de pouvoir ; qui, à travers leurs structures, ouvrent la possibilité de s'exprimer hors des carcans, d'inventer d'autres mondes, de se confronter à ses idées, et de lutter, dehors comme dedans, pour détruire les inégalités.

Nous tenons à témoigner notre entière solidarité à tou-te-s les manifestant-e-s présent-e-s sans distinction, ainsi qu'à ceux qui se battent par divers moyens pour préserver de telles exceptions dans nos sociétés contemporaines, gangrenées par le citoyennisme, les idéologies sécuritaires et l'acceptation de la répression. Nos pensées vont tout particulièrement à celles et ceux qui demeurent incarcéré-e-s suite à la manifestation, et dont nous souhaitons la libération inconditionnelle et immédiate, tout comme nous exigeons l'abandon des poursuites contre tou-te-s les interpellé-e-s ! (1)



Infos complémentaires : <https://squat.net/fr/news>  
Contact inculpés : ABC - Postboks 604 - 2200 KBH-N - DANEMARK

Pour la défense des espaces autonomes

Soutien

à

inculpé-e-s



et l'hygiène de la vie



Concert de soutien

Dimanche 18 décembre

A l'espace autogéré

63, r de Malzéville - Nancy

L'ARQUA P.I.U.M.

Cahos ZZZ (Crust - France)

Nula Osta (Punk HxC Croatie)

Sahn Maru (Punk - USA)

## Présentation d'Ungdomshuset

Ungdomshuset était un centre social autonome situé à Copenhague, au Danemark. Il existait depuis 1982, et était le fruit des luttes radicales alors menées par le mouvement squat danois, qui parvint à arracher ce lieu aux autorités pour y poursuivre ses pratiques autogestionnaires et y développer une contre-culture en rupture avec le capitalisme, en opposition aux institutions et à l'état.

Au fil des années, Ungdomshuset est devenu un maillon crucial d'une scène musicale indépendante et politisée, de la culture "do-it-yourself" et de l'activisme anarchiste en Europe du nord. En plus de 20 ans d'activités, les événements qui s'y sont déroulés - concerts, projections, ateliers, repas populaires, débats et bien d'autres - se comptent par milliers; de nombreux projets politiques, groupes d'affinités et collectifs libertaires en ont fait leur pied-à-terre. (1)



(1) Extrait de « LENGE LEVE UNGDOMSHUSET ! Communiqué et appel à soutien pour un squat danois en résistance », 17 décembre 2006, par des occupant-e-s de l'Éspace autogéré des Tanneries.

## La résistance et l'expulsion

En 1999, Ungdomshuset a été vendu par la mairie de Copenhague à un groupe fondamentaliste catholique d'extrême droite. Les squatteuses ont tenté de négocier avec les autorités danoises pour racheter le bâtiment, sans succès. Dès lors, Ungdomshuset était expulsable. À cette occasion, les squatteuses ont appelé à une semaine de soutien qui s'est terminée le 15 décembre par une manifestation qui a rassemblé plus de 5000 personnes et s'est soldée par des affrontements avec la police au cours desquels 300 d'entre elleux ont été arrêté-e-s, dont certaines sont encore emprisonnées aujourd'hui. Depuis, des actions de solidarité ont lieu au Danemark, en Russie, Lituanie, Pologne, Japon, Australie, Canada, USA, Allemagne, Suède, France, Suisse, Autriche, Grèce...

Le 1er au petit matin, la police danoise, accompagnée de forces militaires anti-terroristes est arrivée pour commencer l'expulsion. Du gaz lacrymogène a été lancé au travers des fenêtres de la maison, pendant que la façade était arrosée de mousse carbonique pour empêcher les occupant-e-s de résister aux fenêtres. Quatre policiers anti-terroristes ont été déposés sur le toit du bâtiment par hélicoptère, pendant que des bulldozers s'attaquaient aux barricades du bas. L'expulsion a déclenché des manifestations de soutien et des émeutes pendant plusieurs jours dans tout Copenhague, mais aussi dans plusieurs villes d'Allemagne. Au 7 mars, il y aurait environ 700 personnes arrêtées. 37 d'entre elleux, arrêté-e-s à l'intérieur de la maison se voient aujourd'hui accusé-e-s d'« entrave à la propriété » et de « violence à agent » et risquent de lourdes peines.

